

***L'IRAN, GEOPOLITIQUE D'UNE REPUBLIQUE ISLAMIQUE,
SOURCE D'APPREHENSIONS.***

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant-colonel Christophe GIRAUD
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique du Moyen-Orient »**

Directeur : monsieur Patrick LE PAUTREMAT

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'iran, géopolitique d'une république islamique, source d'apprehensions.
2. 2006_memoire_geop_Iran source d'appréhensions_Giraud
3. Lieutenant-colonel, armée de l'Air, GIRAUD Christophe, France
4. 22 MARS 2006
5. Division D – groupe D5
6. Mémoire de géopolitique
7. L'Iran se trouve à une époque charnière de son histoire, entre le constat de l'échec de l'Islam politique et la prise de conscience de son inéluctable et nécessaire engloutissement par la vague mondiale de globalisation des échanges ; l'ambigüité récurrente des propos et des attitudes des dirigeants n'étant que le signe des tiraillements qui agitent la République islamique, tiraillements produits par le sursaut des hiérarques du régime devant les aspirations d'une population jeune à faire partie de la vie internationale et l'agonie d'un régime politique. Enfin, l'arme nucléaire constitue simultanément l'instrument et le symbole d'une politique partagée entre panislamisme et crainte « pathologique » de l'encerclement.
8. Iran, Despotisme, Economie, Nucléaire, Jeunesse, Femmes, Elites.

L'Iran, géopolitique d'une république islamique, source d'apprehensions.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : L'ECHEC DE L'ISLAM POLITIQUE

Du lourd bilan économique de la révolution islamique

Apories politiques de la révolution islamique

De l'hostilité régionale à l'échec de sa diplomatie : l'Iran, un pays isolé

DEUXIÈME PARTIE : ENTRE SANCTUARISATION ET AMBITIONS REGIONALES

Une dynamique défensive

Une aspiration au progrès et une ambition régionale

TROISIÈME PARTIE : UNE SOCIÉTÉ EN PLEINE MUTATION

Dynamique sociologique, espoir de réformes

Femmes et jeunesse perses, le salut de l'Iran

Introduction.

Peu de grands évènements qui ont touché l'Iran ne sont restés confinés à l'Iran. De la révolution constitutionnelle de 1906 à la révolution islamique de 1979 en passant par l'affirmation de l'indépendance nationale sous Mossadegh, les bouleversements initiés en Iran ont toujours trouvé de profonds échos au Moyen-Orient. Occupant une position singulière dans une des régions les plus sensibles du monde, l'Iran se complait dans une situation marginale et revendique une forte personnalité pouvant être résumée ainsi : *« musulman mais chiite, sous-développé mais riche en pétrole, dominé par les grandes puissances mais jamais colonisé, despotique mais parcouru par tous les courants de pensée, peuplé de Persans , mais aussi de Turcs Azéris, de Kurdes, d'Arabes, de Lors, de Baloutches et de Turkmènes. Entre le monde arabe, indien, turc et européen, la Perse forme un ensemble ethnique hétérogène mais bien distinct, qui a toujours revendiqué sa différence et réussi à conserver, sinon la liberté, du moins une indépendance formelle¹ ».*

La République Islamique d'Iran n'est pas hors du temps, elle subit les contraintes de son époque qu'elles s'expriment au travers du bouleversement des mentalités ou par les exigences de l'intégration économique. Les remparts de l'idéologie révolutionnaire ne suffisent plus à protéger le régime islamique du monde contemporain. L'Iran se trouve à une époque charnière de son histoire, entre le constat de l'échec de l'Islam politique et la prise de conscience de son inéluctable et nécessaire engloutissement par la vague mondiale de globalisation des échanges. Dans ce contexte, l'ambiguïté récurrente des propos et des attitudes des dirigeants peut être interprétée comme les « convulsions » d'un régime devant les aspirations d'une population jeune à faire partie de la vie internationale et l'agonie de son idéologie. Enfin, l'arme nucléaire constitue simultanément l'instrument et le symbole d'une politique partagée entre panislamisme et une crainte « pathologique » de l'encerclement.

¹ « L'Iran au XXème siècle », Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard (Fayard 1998).

Ainsi, après avoir constaté l'échec du projet révolutionnaire iranien dans chacun des domaines économique, politique et diplomatique, nous considérerons la question nucléaire, outil du renouveau des ambitions régionales iraniennes et de sa politique défensive. Enfin, la dynamique sociologique iranienne sera abordée, dynamique au sein de laquelle les femmes et la jeunesse constituent les germes des profonds changements politiques à venir.

PREMIERE PARTIE : L'ECHEC DE L'ISLAM POLITIQUE

L'échec de l'islam politique est patent, le mensonge égalitariste de la révolution de 1979 est révélé. Détournant le religieux à des fins idéologiques, le totalitarisme islamique d'Iran a échoué dans tous les domaines. Le bilan économique de vingt-cinq années de conservatisme et de timides réformes est désastreux quand dans le domaine politique, la religion est abaissée au rang d'une doctrine révolutionnaire ; le renouveau du panislamisme iranien laisse une diplomatie discréditée.

1. Du lourd bilan économique de la révolution islamique.

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2003 publié par le PNUD, du point de vue de l'indicateur du développement humain (IDH), qui prend en compte, à la fois l'indice d'espérance de vie, l'indice du PIB et l'indice du niveau d'instruction, l'Iran se plaçait en 2001, au 106^{ème} rang des 175 pays étudiés. En dépit de ses richesses, notamment en hydrocarbures, de la qualité de sa population active, de l'importance que représente un marché de près de 70 millions d'habitants et de sa situation géographique, l'Iran traverse depuis de nombreuses années, une grave crise économique, qui s'est notamment traduite par la réduction de moitié du PNB par habitant.

L'idéologie révolutionnaire est en premier lieu responsable de la crise économique de l'Iran, certes aggravée par huit années de guerre contre l'Irak qui a laissé une économie exsangue et un tissu industriel délabré. Dès 1979, année de l'institution de la République islamique, l'Etat a mis en place une économie socialiste fondée sur les rentes pétrolières dont les structures sont déficientes. Outre des considérations d'ordre économique et social qui expliquent l'échec de la politique économique des gouvernements successifs, il faut ajouter les raisons d'ordre politique : aucune libéralisation véritable du système politique n'accompagne les réformes économiques, les divisions internes propres au régime persistent et l'isolement du pays sur la scène internationale se poursuit, ce qui a du point de vue économique de graves conséquences.

1.1 Sur le plan des ressources économiques.

Selon la Banque centrale d'Iran, la structure du PIB iranien pour l'année fiscale 2001-2002 se présentait comme suit : agriculture 13,5%, pétrole 15,1%, mines et industries manufacturières 20,1%, services 51,3%.

Sur le plan agricole, malgré des efforts pour améliorer sa production, l'Iran est loin de l'autosuffisance alimentaire. L'importation annuelle de 2 à 3 millions de tonnes de blé et d'environ 200 000 à 300 000 tonnes d'orge place ce pays parmi les plus gros importateurs de produits agricoles au monde ; ses importations représentent 30 à 50% de ses besoins.

Malgré des richesses en minerais conséquentes, l'industrie est dans une situation peu reluisante ; l'Iran détient les secondes réserves de cuivre du monde ainsi que du plomb, du zinc, du minerai de fer et de la bauxite en grande quantité. Ayant pourtant connu un important développement durant les années 1960-70, l'industrie souffre aujourd'hui d'une législation inadéquate, d'un contexte socio-politique peu favorable et de la faiblesse des investissements depuis la révolution islamique.

La prééminence pétrolière.

Les réserves prouvées en pétrole et gaz constituent la base de l'économie iranienne ; évaluées à 90 milliards de barils pour le pétrole et à 20 000 milliards de m³ pour le gaz, ses réserves placent la république respectivement au troisième et deuxième rang dans le monde. Si la richesse en hydrocarbures constitue un atout indéniable de l'économie iranienne, elle en constitue également une source importante de faiblesse de par sa lourde dépendance induite et une organisation déficiente du système économique. La manne pétrolière ayant conduit à une pratique rentière de l'économie, l'Etat s'est octroyé un rôle prépondérant et se trouve placé dans une situation de dépendance exclusive à l'égard d'un produit dont l'évolution du cours mondial pèse excessivement sur la croissance et contribue à différer des réformes indispensables.

En particulier, cette dépendance à l'égard des hydrocarbures est très sensible sur le plan des finances publiques : les recettes tirées de ce secteur correspondent à plus de la moitié des recettes budgétaires totales. De même, pour ce qui relève des comptes extérieurs, les revenus d'exportation des hydrocarbures couvrent quelque 85% des recettes globales.

En ce qui concerne la croissance économique, les fluctuations importantes et rapides des cours du brut impactent très lourdement. Dans les années 1998-1999, la baisse moyenne de 36% des cours du pétrole a ainsi entraîné un fort tassement de la croissance nationale et ramené la part du secteur pétrolier du PIB à près de 10%.

A l'inverse, lors des quelques années suivantes, 2000-2001, les recettes pétrolières ont atteint 20,6 milliards de dollars alors qu'elles s'élevaient précédemment à 16,7 milliards de dollars. Actuellement, la très forte remontée des cours revigore la croissance économique, améliore les comptes extérieurs et la situation des dépenses publiques mais continue de masquer les insuffisances structurelles de l'économie iranienne.

Ainsi, cette dépendance de l'économie à l'égard des ressources en hydrocarbures génère de graves distorsions ; en période de baisse des cours, le gouvernement est incité à resserrer les importations, pourtant indispensables à la diversification de son économie, à réduire ses dépenses notamment d'investissements, ce qui provoque des effets négatifs en chaîne, pénalisant la consommation, la croissance et favorisant l'inflation. En période de hausse des cours, en revanche, l'amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs qui en résulte confère, aux yeux du gouvernement iranien, moins d'urgence aux réformes de fond. Or les structures de l'économie iranienne présentent de très nombreuses faiblesses.

De la nécessaire ouverture vers l'extérieur.

L'Iran a un besoin urgent de moyens de financement qui, à défaut d'être mobilisables sur le marché domestique, ne peuvent que provenir de l'extérieur. Le besoin est particulièrement sensible dans le secteur pétrolier dont les structures de production, vieillissantes et insuffisamment modernisées, entravent la capacité de production iranienne. On estime à 25 milliards de dollars le coût de sa remise en état et le pays n'est pas en mesure de suivre l'augmentation de la production que l'OPEP a engagée pour favoriser une stabilisation des cours². Or, l'investissement étranger qui, notamment dans ce domaine, est suspect pour des raisons idéologiques, est particulièrement difficile à attirer en Iran, pour deux raisons principales :

- Une législation très restrictive,

A ce jour, les investissements étrangers en Iran sont limités et régis par la loi sur la Protection et l'Attraction des investissements, votée le 28 novembre 1955. La Constitution de la République islamique de 1979 interdit par ailleurs toute concession de sociétés aux étrangers dans le domaine commercial, industriel, agricole, minier et des services. Dans les faits, la participation étrangère n'est autorisée qu'à hauteur de 49% du capital d'une société.

² A titre d'exemple en 2002, la production évolue entre 3,5 et 3,7 millions de barils par jour et permet à l'Iran de n'exporter que 2,2 millions de barils par jour, compte tenu de la forte consommation intérieure encouragée par le système des subventions.

- Les effets de la législation américaine.

Le Congrès américain a voté le 23 juillet 1996, la loi dite d'Amato, du nom du sénateur qui en a eu l'initiative. En application du principe d'« extra-territorialité » cette législation, applicable à des ressortissants non américains opérant en dehors du territoire des Etats-Unis, prévoit des sanctions contre tout opérateur qui investirait plus de 40 millions de dollars en Iran.

1.2 Sur le plan structurel, une économie prisonnière de l'Etat.

Nourrissant une conception idéologique de l'économie, l'Etat a mis en place une économie socialiste, reléguée au dernier rang des priorités du régime. Ainsi, l'Etat iranien détient la plupart des moyens de production, soit près de 85% des ressources du pays dont le pétrole, la pétrochimie, l'industrie lourde, la construction mécanique, l'électricité, les télécommunications. L'appareil productif iranien s'inscrit dans la cadre dirigiste d'une économie sur-règlementée. Dans le domaine économique, la révolution islamique de 1979 a étouffé le secteur privé au profit d'un Etat omniprésent.

Deux périodes principales distinctes ont ponctué l'histoire de la RII. Il convient de les étudier tant elles démontrent, malgré des approches différentes, de l'échec d'une politique économique cherchant à concilier réformes et idéologie islamique.

- **Le temps des conservateurs, Khomeiny-Rafsandjani (1979-1999).**

Du fait de la révolution, de la guerre contre l'Irak, de l'embargo américain mais aussi en raison de décisions politiques aux conséquences désastreuses, l'économie iranienne a subi, durant les vingt premières années d'existence de la République islamique (1979-1999), de nombreuses et importantes perturbations qui ont renforcé les déséquilibres macroéconomiques. La désorganisation de l'appareil productif, la fuite des capitaux, l'exil des cerveaux, l'isolement du pays, la destruction des infrastructures ont eu pour conséquence de diviser par deux le PIB par habitant.

De l'échec de l'économie socialiste...

Dès les premières années de la révolution, au moment où de nombreux pays industrialisés ou en voie de développement commençaient à libéraliser leur économie, le nouveau pouvoir nationalise les banques, les assurances, les institutions de crédits, les grandes entreprises agro-industrielles et les usines dont les propriétaires ont fui le pays.

Ces sociétés soit, sont passées sous le contrôle de l'Etat, soit ont été mises à la disposition de fondations (*bonyad*) qui désormais forment un secteur paraétatique immense supervisé par le Guide lui-même.

De 1982 à 1988, le Premier ministre Mir-Hossein Moussavi, mène une politique économique austère où le contrôle de l'Etat sur les prix, les salaires, les importations, les crédits et la consommation, mais aussi la centralisation de la gestion économique atteignent des sommets. Durant cette période, le pays traverse une grave crise économique ; selon certaines estimations, le PIB connaît une baisse annuelle de 1,5% entre 1978 et 1988. Compte tenu de la croissance démographique encouragée par une politique nataliste, le pays fait un bond en arrière de vingt ans. L'effondrement de l'économie durant ces années conduit les dirigeants islamiques à réviser leurs programmes et à promouvoir une nouvelle politique économique.

... vers une économie de marché.

Sous l'impulsion du nouveau président de la République, Ali-Akbar Rafsandjani, un premier plan quinquennal est lancé en 1989 qui emprunte, sans le dire, ses grandes orientations au programme d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International. L'objectif est de passer d'une économie administrée et dirigiste à une économie de marché en unifiant les taux de change, en lançant un programme de privatisation, en rétablissant la vérité des prix et en encourageant les investissements étrangers. Il est ambitieux puisqu'il s'agit de passer d'une économie rentière à une économie fondée sur la taxation et les impôts ainsi que sur le développement nécessaire des exportations non pétrolières, par exemple à travers l'ouverture de zones franches.

Echec de la politique Rafsandjani.

La timide privatisation entreprise par Rafsandjani est un échec total. L'inflation devint de plus en plus galopante. La dette extérieure, essentiellement composée de prêts à court terme à cause de l'embargo américain, augmenta d'une manière extraordinaire pour atteindre en 1994, environ quarante milliards de dollars, situation sans précédent dans l'histoire contemporaine de l'Iran. L'unification des taux de change lancée en 1993 est abandonnée en 1994. Sans doute cet échec a-t-il des causes multiples comme la chute des revenus pétroliers et l'insuffisance d'investissements tant nationaux qu'étrangers ; l'idéologie islamique, pilier de l'Iran est la cause profonde de l'échec et a conduit au sous développement de l'agriculture, à une politique fiscale inadaptée et à une productivité médiocre du secteur industriel.

Plus insidieux, l'absence de motivations des salariés, l'existence d'une bureaucratie et d'une administration pléthorique mais surtout la mainmise sur des ressources importantes du pays par des clans cléricaux, *komités*, et autres fondations agissant souvent hors de tout contrôle gouvernemental, ont eu un impact très négatif sur la population.

- **De l'espoir déçu des réformateurs, Khatami (1999-2005).**

Elu pour mettre en œuvre des réformes économiques résolument orientées vers l'économie de marché, le Président Khatami est entravé dans son action par l'existence de deux tendances opposées au sein de son gouvernement, l'une « étatiste » et l'autre favorable aux mécanismes régulateurs du marché. Ainsi, aux questions fondamentales comme l'adoption d'une économie ouverte et compétitive, une réforme des impôts, le démantèlement des *bonyad* et la suppression des subventions aux produits de base, son programme n'apporte que des réponses évasives. D'une manière générale, la mise en œuvre des réformes économiques profondes nécessaires signifiaient d'entrer en conflit avec des bastions d'intérêts politiquement protégés, la plupart des leviers d'action de l'économie et du commerce du pays appartenant aux conservateurs. De plus, les conservateurs ont un allié dont l'importance est considérable dans l'arène politique iranienne : le Bazar³. Les *bazari* ont jusqu'à présent amplement profité du système politique de la République islamique, comme

³ Toutes les villes d'Iran possèdent leur Bazar (marché couvert), mais le Bazar se prolonge au-delà de son emplacement physique. Il s'agit, en fait, de l'ensemble de ces commerçants dont la principale activité consiste à acheter et à revendre plus cher mais qui, à titre individuel ou dans le cadre de leurs guildes et associations, se sont toujours mêlés des affaires politiques afin de préserver et défendre leurs intérêts. Durant la révolution constitutionnelle, le Bazar a joué un rôle important et jouit, depuis la révolution islamique, d'un poids politique considérable grâce au soutien apporté à l'ayatollahs Khomeiny dans sa lutte contre le shah. Le Bazar a permis à la mouvance religieuse de s'imposer parmi tous les groupes jadis unis contre la monarchie.

le système économique a également largement profité à ceux qu'en Iran on appelle les *aghazadeh* (littéralement les 'fils de Monsieur »), parents et proches des clans cléricaux au pouvoir bénéficiant des avantages accordés par l'Etat. Ainsi, la rente pétrolière reste toujours captée par une minorité.

Vers un deuxième mandat.

Quelques semaines avant l'élection présidentielle du 8 juin 2001, l'Organisation du plan rendait public un rapport sur la situation économique et sociale du pays où l'on pouvait lire que 40% des Iraniens vivaient dans une pauvreté relative ou absolue. L'objectif en matière économique du second mandat du Président Khatami était d'atteindre un taux de croissance annuel de 6%. Pour cela, le gouvernement comptait recourir aux investissements étrangers, accélérer les privatisations, et changer le système bancaire et fiscal. Malgré ces bonnes dispositions, le chômage, la stagnation, l'inflation et la chute du pouvoir d'achat sont toujours le lot quotidien des Iraniens depuis plus de vingt ans. Ainsi, le taux d'inflation a oscillé entre 12% et 15% selon les statistiques, plus de 20% selon les experts, et le nombre de chômeurs dépasse aujourd'hui 5 millions, soit environ 15% de la population active.

Un maigre bilan des réformes.

Au bilan depuis 1999, du point de vue macroéconomique, la situation de l'Iran s'est légèrement améliorée. Le budget est plus équilibré et le revenu pétrolier a permis de constituer un fonds de réserve et de diminuer le niveau de la dette extérieure (8% du PIB en 2002 contre 30% en 1993). Cette évolution s'explique surtout grâce aux prix élevés du pétrole sur le marché international depuis quelques années. Si le niveau soutenu des prix du pétrole explique en grande partie cette situation, quelques timides processus de réforme ont aussi eu des effets positifs sur cette tendance comme l'unification des taux de change, l'ébauche de réformes du secteur bancaire et une certaine libéralisation du commerce extérieure.

Enfin, après 25 ans de révolution islamique et au-delà des aspects macroéconomiques, les Iraniens ne voient pas d'amélioration de leurs conditions de vie. L'économie reste une économie rentière dotée d'un système fiscal sous-développé (l'impôt sur le revenu représente moins de 7% des recettes budgétaires), souffre d'une sous estimation de ses déficits, d'une forte tendance inflationniste et d'investissements internes et externes très insuffisants.

Le secteur privé demeure faible face à un Etat omniprésent.

Si la révolution islamique n'a pas fait de l'économie sa priorité, se reposant sur une seule économie rentière, elle apporte la preuve du mensonge des ambitions égalitaires du projet révolutionnaire ; le despotisme semble être la véritable ambition politique des ayatollahs.

2. Apories politiques de la révolution islamique.

Entre surpolitisation et spoliation du religieux, la révolution islamique, loin de mettre le clergé au pouvoir, a entraîné une crise de légitimité religieuse et la répression du clergé traditionnel.

2.1 Surpolitisation du religieux.

Le concept de *vilayat-e fâqih*, une innovation tardive de l'ayatollah Rudollah Khomeiny, est la clef du système politique islamique. Sans lui, en effet, l'actuelle constitution iranienne définirait un Etat de droit, moderne et démocratique, reconnaissant la séparation des pouvoirs et la souveraineté populaire, même si la Shari'a est explicitement reconnue comme la source d'inspiration du droit. Paradoxalement, le *vilayat-e fâqih* incarne moins le contrôle clérical que l'achèvement du processus de surpolitisation du religieux : le politique définit le religieux et non l'inverse. La prééminence du politique sur le religieux apparaît particulièrement dans la constitution et dans le domaine juridique.

Inscrite dans la constitution, l'idée principale du *vilayat* veut que la souveraineté n'appartienne qu'à Dieu et que le gouvernement terrestre ne soit qu'une forme de régence exercée par le « meilleur des musulmans », le Guide. Reste à désigner le « meilleur des musulmans » qui doit remplir deux conditions selon l'ayatollah Khomeiny : être un *marja'* (un grand ayatollah, source d'imitation) mais surtout être « conscient de son temps », première référence politique. En 1989, la constitution évolue en supprimant la première condition au profit d'un religieux, non nécessairement le plus éminent, mais devant incarner les principes idéologiques et politiques de la révolution. D'une évolution à une autre, la constitution accentue le primat du politique sur le religieux.

La prééminence du politique joue également pleinement dans le domaine juridique même si la Shari'a reste le fondement du droit. La constitution prévoit la mise en place d'un conseil des Gardiens chargé de vérifier l'islamité des lois votées. Un « Conseil de discernement de l'intérêt public » est chargé de statuer sur les désaccords fréquents et donc des blocages entre les Gardiens et les députés. Or le Conseil de discernement est composé en majorité de politiques ; les religieux, membres de droit, ne peuvent se prononcer que sur les aspects constitutionnels. Là encore la logique politique l'emporte sur le juridique.

D'ailleurs, la simple référence à « l'intérêt public » rappelle la prééminence de la politique sur tout autre domaine.

L'ayatollah Rudollah Khomeiny a toujours revendiqué la prééminence du politique comme dans cette lettre restée fameuse adressée à Khamenei, futur Guide de la RII, en date du 6 janvier 1988, dans laquelle il lui reproche d'ignorer au nom de la Shari'a, le primat du politique : « le gouvernement islamique peut abroger unilatéralement des stipulations légales, *shar'i* », c'est-à-dire conforme à la Shari'a. Il ajoute dans un raisonnement paradoxal qui apporte la preuve du détournement du religieux au profit d'une certaine forme de despotisme : « l'Etat iranien est islamique, donc tout ce qui va dans le sens de l'affirmation de cet Etat est pour le bien de l'islam, même s'il faut parfois ignorer la Shari'a, c'est-à-dire l'islam ».

2.2 Répression du clergé traditionnel.

« La révolution islamique a substitué au culte de Dieu, le culte de la révolution et de son Guide » selon Frédéric Tellier⁴, jugeant la récupération du religieux fondatrice de l'idéologie révolutionnaire de Khomeiny. La règle des hommes doit se substituer à la règle de Dieu et parfois, lorsque cela est nécessaire, triompher à ses dépens. Ainsi, le culte de la révolution et de son Guide devient une fin en soi et s'impose comme une religion de substitution au détriment du clergé traditionnel. Mieux, la religion est érigée ou plutôt abaissée au rang de doctrine révolutionnaire.

Une fois au pouvoir, l'ayatollah Khomeiny a entrepris une réorganisation du clergé, traduite par la mise en place d'une structure cléricale parallèle entièrement dépendante du pouvoir politique puisque nommé par ce dernier. Pour premier effet, le clergé traditionnel s'est trouvé marginalisé et, dans un deuxième temps, ses membres sont devenus de véritables fonctionnaires du « sacré » dont l'évolution dans la hiérarchie est entièrement subordonnée à leur adhésion au discours officiel. De fait, le clergé traditionnel se trouve subordonné à un clergé politique qui accapare le pouvoir et ne représente que 5% des religieux iraniens.

Cette situation génère évidemment de fortes tensions entre le pouvoir et le clergé traditionnel, victime de lourdes répressions ; depuis 1988, la Cour spéciale pour le clergé a condamné à mort près de 600 clercs, en a dégradé 2 000 et sanctionné près de 4 000 alors que 3 000 autres étaient emprisonnés⁵.

⁴ *L'heure de l'Iran*, par Frédéric TELLIER, 2005, édition ELLIPSES.

⁵ Chiffres issus de « Who rules Iran ? The structures of power in the Islamic republic », Wilfried BUTCHA, The Washington Institute for Near East Policy, Washington 2000.

On assiste, aujourd'hui en Iran, à une dissociation évidente entre la fonction religieuse spirituelle et l'exercice de la souveraineté politique pour finalement consacrer **le primat du politique sur le religieux, le triomphe d'une caste politique sans réelle légitimité théologique.**

3. De l'hostilité régionale à l'échec de sa diplomatie : l'Iran, un pays isolé.

3.1 De l'encerclement politique à l'isolement géostratégique.

Pays chiite au cœur d'un monde musulman très majoritairement sunnite, nation perse entourée de groupes ethniques rivaux et surtout beaucoup plus nombreux (Arabes, Indiens, turcophones), zone clef dans le commerce et la production d'hydrocarbures au sein d'un monde instable et convoité, l'Iran n'a que trop de raisons de se sentir isolé. Depuis l'avènement de la révolution islamique, cet isolement s'est radicalement transformé en un « encerclement politique » du fait des bouleversements et des crises successives que la région a connu (effondrement de l'URSS, conflits dans le Golfe et tensions au Proche et Moyen-Orient) mais surtout en raison de la politique américaine dans la région. S'étant aliénée la diplomatie des Etats-Unis depuis le renversement du Shah et l'affaire des otages de l'ambassade⁶, l'Iran se trouve aujourd'hui encerclée par ses forces armées : Turquie, Irak, Arabie Saoudite, Pakistan, Afghanistan et Turkménistan (Cf. Annexe 1), la totalité des pays frontaliers accueille des contingents militaires américains très significatifs.

Isolement au sein du monde musulman.

Les pays voisins, tous musulmans mais non chiites (à l'exception peut être du futur Etat irakien...), ont intérêt à voir l'Iran se débattre seul dans les méandres du concert des Nations. L'effacement de l'Iran de la scène régionale fait effectivement le jeu de plusieurs puissances voisines, en particulier celles pour qui le pétrole et dans une moindre mesure, le leadership du monde musulman, constituent deux objectifs essentiels.

Ainsi, la Turquie bénéficie de l'effacement de son voisin pour la construction des oléoducs nécessaires à l'acheminement du pétrole d'Asie centrale. En ce qui concerne l'Arabie Saoudite, l'isolement de l'Iran préserve ses exportations en hydrocarbures mais permet également de contenir une potentielle contagion révolutionnaire qui mettrait en cause le pouvoir des familles régnautes.

⁶ Du 4 novembre 1979 au 21 janvier 1981, 52 américains de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran furent détenus par les révolutionnaires iraniens. Le coup de force militaire qui devait permettre leur extraction s'est soldé par un échec cuisant et de lourdes pertes militaires américaines.

De manière globale, les pays à majorité sunnite et comptant une forte population chiite redoutent de graves troubles au nom de la solidarité confessionnelle, et plus loin, un embrasement révolutionnaire de la région. Pour les autres pays musulmans, le réveil des antagonismes religieux chiïtes-sunnites constitue la principale menace. Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) a d'ailleurs entre autres objectifs, une coordination renforcée en matière de sécurité, l'Iran révolutionnaire étant désigné comme une des principales menaces. De même, les initiatives iraniennes régionales ne sont guère suivies lorsqu'elle affiche sa volonté de coordonner de nouvelles coopérations régionales. En redynamisant une structure régionale ancienne, l'ECO (Economic Cooperation Organization) dont le siège est à Téhéran, l'Iran espérait coordonner la coopération entre les nouveaux Etats de la région. Si la plupart des voisins de l'Iran ont adhéré à l'ECO, celle-ci n'a en retour que très marginalement contribué à la promotion des échanges entre ses membres signifiant le peu de crédit et de confiance accordés à l'Iran.

3.2 Echec de la diplomatie panislamique et régionale.

De l'échec d'une Oumma solidaire...

Téhéran n'est ni parvenu à exporter sa révolution, ni à faire naître une solidarité au sein des nations musulmanes. Envisageant l'Histoire comme l'expression d'une vaste conspiration contre le monde musulman, l'idéologie de la révolution islamique est une idéologie de combat promise à l'expansion ; elle se coule dans le creuset messianique du chiïsme.

L'exportation de la révolution était la priorité du régime et entendait cristalliser la solidarité islamique au sein d'une *Oumma* solidaire, constituant ainsi l'épicentre d'un séisme islamique, occultant aussi bien les ruptures historiques et géopolitiques, que les cercles traditionnels de la diplomatie iranienne. L'ayatollah Khomeyni a conçu le message révolutionnaire comme islamiste, s'adressant à l'ensemble de la communauté musulmane et non seulement au monde chiïte. Ainsi, la première phase diplomatique de la révolution islamique a été une phase idéologique fondée sur le prosélytisme et le soutien aux groupes capables de relayer l'influence de Téhéran voire de contribuer à la chute des régimes autoritaires voisins. Or, bien loin de soulever le monde musulman, le panislamisme iranien n'est pas parvenu à surmonter la fissure de l'ancestral schisme sunnite-chiïte ; au contraire, l'islam révolutionnaire n'a eu d'autre résultat que d'aggraver la scission.

Exemple de l'échec du prosélytisme révolutionnaire, les appels répétés au soulèvement et au renversement de la famille royale saoudienne n'ont eu d'autre effet que de raviver l'archaïque conflit religieux entre Téhéran et Riyad qui n'a dès lors poursuivi d'autres buts que celui de contenir la révolution islamique. La répression sanglante au soulèvement de la minorité chiite d'Al-Hasa en Arabie Saoudite, lors de l'hiver 1979, en est la triste démonstration, Khomeiny désignant alors les sunnites comme des ennemis potentiels de la révolution islamique.

Cette « faille » théologique, déjà nuisible à une révolution qui voulait étendre son message à l'ensemble des croyants musulmans, s'est doublée d'une nouvelle rupture au sein même du monde chiite. L'offensive irakienne qui intervient deux ans après la révolution marque un coup d'arrêt à l'expansionnisme islamiste. Provoqué par la deuxième grande nation chiite de la région, le conflit constitue le complet démenti de la stratégie des mollahs, exclusivement fondée sur la solidarité islamique. Ces déchirures de l'*Oumma* solidaire figurées par un front sunnite et un front chiite laissent l'Iran isolé au sein de ses proches voisins musulmans.

... à l'isolement régional.

La politique étrangère de la République islamique fait de l'encerclement et de l'isolement de l'Iran une donnée structurelle de sa diplomatie dont l'échec atteint son paroxysme avec la chute de Bagdad en 2003 ; Téhéran n'a pas d'alliés parmi ses voisins, les pays essentiels à son économie appartiennent à un cercle avec lequel l'Iran n'a pas de frontière géographique. L'encerclement de l'Iran, traité plus loin, est une donnée centrale de l'imaginaire national, revers du sentiment d'exception ethnocentrique de la nation iranienne ; il est physiquement une réalité et c'est l'Amérique, ennemi idéologique du régime islamique qui en est la cause. Comble du paradoxe et symbole de l'échec d'une révolution qui se voulait anti-américaine, l'armée des Etats-Unis campe désormais à chacune de ses frontières.

De manière récurrente, la volonté ethnocentrique iranienne de subordonner les questions régionales à sa propre perception des enjeux a alimenté la marginalisation des initiatives de Téhéran. L'échec le plus démonstratif est celui de sa position sur le statut de la mer Caspienne. Lié à Moscou depuis 1940 par un traité bilatéral, l'Iran a vu ses ambitions énergétiques dans la région remises en question suite au bouleversement géopolitique de 1991.

Faisant cause commune avec la Russie face à l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan pour le partage des ressources de la Caspienne, l'Iran a fait les frais du ralliement de Moscou à la position de Bakou en 2001 (l'Iran ne devrait conserver le droit d'exploiter que 13% de l'espace caspien contre les 20% escomptés initialement). Ce revirement politique laisse l'Iran seul et fait figure de défaite diplomatique cinglante, signant son isolement presque total.

Toujours dans le domaine énergétique, à défaut d'influer sur le statut de la mer Caspienne, l'Iran espérait tirer pleinement profit de sa situation géographique et devenir le principal pays de transit et d'acheminement du pétrole et du gaz de la zone ; l'Iran est incontestablement la meilleure voie d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne (Cf. annexe 2). Proposant un projet encore mal dessiné reliant le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran (KTI), Téhéran n'est pas en mesure de s'opposer à la politique américaine de la région qui n'aura aucune difficulté à « contourner » ce projet en proposant un trajet concurrent traversant l'Afghanistan... Que représentent les surcoûts liés aux trajets alternatifs lorsque la priorité des Etats-Unis demeure le contournement de l'Iran ? Les avantages objectifs sont de peu de secours face aux considérations politiques. Malgré une rentabilité encore incertaine, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceylan représente pour les Etats-Unis l'avantage d'éviter à la fois le territoire russe et iranien. Cet immense chantier devant aboutir en 2006 met un terme aux espoirs iraniens d'apparaître comme le pivot des enjeux énergétiques liés à la mer Caspienne. Force est de constater l'échec de la stratégie iranienne de désenclavement régional. Une fois encore, les ambitions de l'Iran feront les frais de sa désastreuse politique étrangère à l'égard des Etats-Unis.

DEUXIEME PARTIE : ENTRE SANCTUARISATION ET AMBITIONS REGIONALES

Développant depuis toujours un sentiment paranoïaque, L'Iran poursuit une politique de défense résolument agressive visant à se prémunir d'une menace concrète incarnée aussi bien par ses voisins et l'instabilité des blocs régionaux qui l'enserrent que les Etats-Unis eux-mêmes. Signant le renouveau d'ambitions régionales, la République islamique revendique l'accès aux hautes technologies et une position régionale stabilisatrice, voire un leadership régional ; dans ses desseins, l'arme nucléaire iranienne occupe une place centrale puisqu'elle constitue simultanément l'instrument et le symbole de ses ambitions.

1. Une dynamique défensive.

Située à la croisée de mondes qui comptent parmi les régions les plus actives de la planète au plan géopolitique, l'Iran se trouve au contact de trois ensembles : l'Asie centrale, le Moyen-Orient et le golfe Persique ouvert sur l'océan indien. On pourrait ajouter qu'à l'heure où la Turquie est pressentie pour rejoindre l'Union Européenne, la RII est en passe de posséder une frontière européenne. Cette situation fait de l'Iran une sorte de lien naturel entre quelques unes des zones les plus mouvantes qui soient au monde. Faisant partie des 25 pays les plus peuplés et des plus étendus de la planète, l'Iran partage une frontière, terrestre ou maritime, avec pas moins de quinze pays dont trois sont apparus au cours de la décennie 90 à la suite de l'effondrement de l'Union Soviétique : Azerbaïdjan, Turkménistan et Kazakhstan (Cf. annexe 3). Cette situation singulière explique que Téhéran ne peut se désintéresser d'aucun de ses grands ensembles qui l'entourent, autant du fait des menaces qu'ils font peser sur l'Iran que des opportunités qu'ils recèlent.

Selon l'*International Crisis Group*, l'Iran est engagé dans plus de la moitié des vingt-deux conflits actuels⁷.

⁷ Rapport 2002 de l'ICG, décembre 2002 Bruxelles.

1.1 Du poids de l'Histoire et des ethnies.

La géographie destine l'Iran au monde, elle l'implique naturellement dans le monde tout en lui donnant toutes les raisons de le craindre. L'orientation internationale de l'Iran, placé au centre de grands ensembles géopolitiques, l'expose simultanément autant à la dépendance de ses voisins qu'à subir les soubresauts d'une multitude de crises régionales. Bénédiction ou malédiction, l'Iran est au balcon du monde, au point de convergence de quelques unes des plus actives failles géopolitiques. Le monde est donc à la fois un horizon promis, condition de la reconnaissance de la puissance iranienne, et le dehors, *birun*, qui nourrit l'anxiété et rend la mémoire douloureuse ; cette relation au monde alimente un ethnocentrisme qui compte peu d'équivalent.

De la domination étrangère...

L'Iran a connu la domination coloniale et les invasions étrangères qui dans la mémoire collective constituent aujourd'hui encore un traumatisme collectif et un ciment de l'unité nationale. A la fin du XIX^{ème} siècle, les impérialismes russes et britanniques étaient voués à s'opposer en Iran, la poussée qu'exerçait le premier vers les mers chaudes ne pouvait que faire obstacle au second fondé sur la maîtrise de ces mers dans le but de défendre les Indes. Ce furent, ensuite, les invasions de la Russie puis de l'URSS, de l'Angleterre et de la Turquie qui, au cours de la première guerre mondiale, affronta la Russie au nord de l'Iran. A partir de l'épisode Mossadegh⁸ de 1953, l'Amérique s'est substituée à ces nations comme puissance coloniale jusqu'à la chute du Shah. De ce fait, « instruit de ces expériences, l'Iran a toujours perçu sa position géopolitique sous le mode obsidional, dans l'appréhension constante des menaces que font peser sur lui, les Etats ou les nations qui l'entourent⁹ ». Pèse ainsi sur les représentations psychologiques qui façonnent la diplomatie iranienne, une crainte pathologique de l'encerclement.

⁸ Le Dr Mossadegh dont le gouvernement (15 mars 1951-19 aout 1953) est renversé par un coup d'Etat organisé avec le soutien de la CIA et des services secrets britanniques est considéré comme la figure emblématique du nationalisme iranien, bafoué par les puissances occidentales.

⁹ François Thual, Géopolitique du chiisme.

... *aux lignes de fractures intérieures.*

L'anxiété iranienne est d'autant plus forte que les nombreuses contestations de son intégrité territoriale ont souvent pris appui sur les fractures ethniques qui parcourent l'Iran. Le pays est en effet formé d'« un noyau perse entouré d'une ceinture de minorités nationales non chiites, transfrontalières, qui constituent autant de possibles couloirs de pénétration pour les invasions étrangères¹⁰ ». L'Iran présente cet étrange paradoxe d'un pays où il s'en faut de peu pour que les minorités nationales y soient presque majoritaires puisque le noyau perse représente à peine plus de 50% de la population iranienne. Viennent ensuite les Azéris (25% de la population) et les Kurdes (7% de la population). En 1986, 15% des iraniens déclaraient ne pas comprendre le persan et ce chiffre atteignait 60% dans certains départements ruraux du Kurdistan, d'Azerbaïdjan ou du Baloutchistan¹¹. L'Iran a été lourdement éprouvé par la question ethnique et c'est bien sur son territoire que prirent forme les tentatives d'instauration d'une république kurde ou d'Azerbaïdjan au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors directement inspirées par Staline. En particulier, Téhéran considère que l'occupation récente de l'Irak par les occidentaux et les crises qui s'ensuivront peuvent avoir des retombées directes sur l'Iran ; l'autonomie complète acquise par les Kurdes d'Irak est susceptible d'avoir des répercussions dans le Kurdistan iranien et la nouvelle guerre civile d'Afghanistan rend instables ses régions frontalières.

« La force du sentiment national n'a d'équivalent que le souci de prudence et le pragmatisme qui a constamment irrigué la diplomatie iranienne afin de servir ce qui a toujours été son tout premier but : garantir l'intégrité nationale et la sécurité des frontières »¹².

1.2 Dissuasion du faible au fort.

Le ministre iranien de la défense, M. Ali Chamkhani déclarait récemment : « Nous sommes en mesure d'affirmer, en réponse aux menaces de Washington, que nous possédons un tel niveau de force qu'aucun autre pays n'a intérêt à nous attaquer. Aucun de nos adversaires ne connaît avec précision la puissance de notre capacité militaire, ni notre habileté à mettre en œuvre des stratégies inédites. Nous avons produit rapidement des équipements qui nous confèrent la plus grande puissance de dissuasion »¹³.

¹⁰ François Thual, *Abrégé géopolitique du Golfe*, Ellipses, Paris 1995.

¹¹ B. Hourcade, Y. Richard et J-P Digard, *L'Iran au XXème Siècle*, Fayard, Paris.

¹² François Thual, *Abrégé géopolitique du Golfe*, Ellipses, Paris 1995.

¹³ Téhéran Times, Téhéran, 18 janvier 2005.

Tout porte à croire qu'un programme nucléaire à des fins militaires, lancé par le Shah d'Iran dans les années 60/70, et distinct de toute installation nucléaire civile ait été repris par les thuriféraires de la révolution islamique, dès le début des années 80. Demeuré aussi secret que possible, il ne paraît pas avoir encore abouti même si entre temps l'Iran a signé, comme tous les Etats de la région sauf Israël, les traités de non prolifération interdisant les armes de destruction massive.

Dissuasion nucléaire, une dynamique politique.

Le programme nucléaire iranien débute en 1956, sous l'impulsion du Shah qui décide de mettre en œuvre un programme de recherches menant à la fabrication d'une arme nucléaire. Dans le climat très dur de la dernière phase de la guerre froide, l'Iran étant le principal partenaire stratégique des Etats-Unis aux frontières sud de l'Union soviétique, on ne saurait s'étonner que les autorités américaines n'aient émis aucune objection à ce programme et en aient même favorisé le lancement.

L'acquisition de la technologie prend pourtant une tout autre dimension dans les années 80, avec le conflit Iran-Irak et l'émergence de puissances nucléaires régionales proches.

D'une part, l'expérience de la guerre contre l'Irak reste très profondément ancrée dans la mémoire iranienne : Saddam Hussein, alors allié de l'Occident, a utilisé des armes chimiques qui, ajoutées à la supériorité de Bagdad dans toute la gamme des armements modernes en provenance de l'extérieur, a conduit le commandement iranien à recourir à d'énormes effectifs d'infanterie, soit pour y résister soit pour réaliser des contre-offensives extrêmement coûteuses en pertes humaines. De plus, l'Iran agressé par l'Irak subissait un embargo sur les ventes d'armes, alors que son adversaire disposait d'un avantage technologique certain, acquis notamment auprès de l'Union soviétique et de la France. Le contexte permet de comprendre le peu de crédit au sein même de la population iranienne de la communauté internationale, les anciens alliés de l'Irak en tête, lorsque elle parle du nécessaire contrôle des armes de destruction massive.

D'autre part, l'environnement nucléaire régional évolue rapidement et devient dimensionnant. L'analyse stratégique iranienne ne peut négliger un tel bouleversement géopolitique, né de l'émergence « probable » de forces nucléaires chez tous ses voisins au début de la décennie suivante : au Pakistan et en Inde, en Irak et en Israël, en Union soviétique, et enfin dans le Golfe où les forces aériennes et navales américaines se déployaient. Les dirigeants iraniens jugèrent qu'il était impossible pour un pays comme l'Iran, compte tenu de sa position géographique unique et de ses ambitions, de ne pas y réagir ;

aujourd'hui encore, cette donnée stratégique majeure joue un rôle déterminant dans les choix de la politique nucléaire iranienne. Aux yeux des dirigeants iraniens, les risques de conflit n'ont pas disparu ; non seulement le pays est entouré de puissances nucléaires, mais la guerre du printemps 2003 en Irak a eu pour résultat, et ne semble d'ailleurs n'avoir poursuivi d'autre but, que l'encerclement de l'Iran par les Etats-Unis qui entretiennent dorénavant un lourd dispositif militaire dans les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, dans le Caucase, dans le Golfe, en Afghanistan et au Pakistan (Cf. II 1.).

On peut ainsi résumer la dynamique défensive iranienne dont « la détermination à posséder l'arme nucléaire est la manifestation de sa crainte séculaire de l'encerclement qui domine l'appréhension par Téhéran de son environnement géopolitique, le franchissement du seuil nucléaire devenant l'instrument d'une sanctuarisation qui dissuaderait à jamais les ennemis de l'Iran de s'en prendre à lui »¹⁴.

2. Une aspiration au progrès et une ambition régionale.

2.1 Une dynamique nationaliste.

La profondeur du sentiment d'exception de la destinée iranienne offre un cadre solide aux évolutions de l'Iran, à la fois stabilisateur et modernisateur. La dynamique de changement de la société iranienne est réelle (Cf. III 2.) mais elle constitue une dynamique nationale dont aucun des acteurs ne prône une politique de la table rase au profit de « sauveurs » étrangers. Le souvenir des sombres années révolutionnaires et les images venues d'Irak d'administrations dissoutes, de grands corps de l'Etat abolis, du chaos et de la précarité qui a suivi, ont depuis conforté le peuple iranien dans la certitude du coup exorbitant d'une nouvelle révolution.

Le traumatisme collectif que constitue la domination des puissances étrangères sur l'Iran jusqu'à la révolution nourrit une profonde méfiance à l'égard de l'ingérence étrangère. L'attachement du mouvement étudiant à la figure du Dr Mossadegh, symbole de l'indépendance nationale bafouée par l'étranger l'établit et rend d'autant plus malheureux les appels américains au soulèvement de 2003 que ceux-ci coïncidaient avec le 50^{ème} anniversaire du coup d'Etat contre Mossadegh fomenté par la CIA.

¹⁴ Tellier Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Ellipses, Paris 2005.

L'Amérique, si elle constitue un modèle social pour un peuple en souffrance, est également considérée comme un contre-modèle. En effet, bien qu'étant reconnue comme la seule puissance capable d'inquiéter voire de faire basculer un régime honni, le peuple iranien refuse de lui aliéner des siècles d'histoire, de cultures et de traditions. Par exemple, la rhétorique américaine du *regime change* de l'administration Bush fut contre-productive, les iraniens ayant eu le sentiment de ne pouvoir espérer qu'en une répétition de l'histoire, autrement dit en un changement de régime orchestré par la CIA, identique à celui de 1953. Quelque chose dans le peuple iranien demeure irréductible à la volonté d'instrumentalisation et de récupération.

Le nucléaire : symbole d'un nationalisme exacerbé.

Le champ de la nation, de son prestige, de la défense de son rayonnement transcende les clivages politiques. En particulier, le programme nucléaire iranien et son probable volet militaire nourrissent un consensus qui porte bien au-delà des seuls cercles cléricaux. En octobre 2004, 500 étudiants de l'université de Sharif, la plus occidentalisée des universités iraniennes formant l'élite scientifique du pays, ont manifesté pour soutenir le programme nucléaire de leur pays au nom de l'indépendance nationale. Ils appartiennent pour la plupart aux catégories sociales les plus privilégiées. Ces étudiants qui se trouvent en première ligne des mouvements contestataires, voyagent à l'étranger et sont parmi les rares à recevoir l'autorisation de poursuivre leurs études aux Etats-Unis ; ils n'en demeurent pas moins attachés à l'idéal d'amener leur pays parmi les nations les plus développées, revendiquant et confortant leur rang de puissance régionale. Leur déclaration finale se terminait ainsi : « Nous, les signataires, demandons au gouvernement de la République Islamique d'Iran de ne signer, en aucune circonstance, de document qui mettrait en péril notre droit à acquérir le savoir et la technologie nucléaire¹⁵ ».

Sur ce dossier particulièrement sensible dans l'opinion, le discours explicitement critique et souvent proaméricain de l'homme de la rue peut soudain se retourner et céder la place à une dénonciation farouche des mises en cause internationales des programmes iraniens, celles-ci étant vécues comme d'intolérables atteintes à l'indépendance nationale.

¹⁵Cité par Nasser Hadian, *in Iran's nuclear program : context and debates*, extrait de *Iran's bomb*, The Nixon Center, Washington DC, 2004.

Les dirigeants iraniens jouent de cette alliance de la révolution avec la défense de l'indépendance nationale et du développement scientifique ; si le peuple iranien aspire à se défaire de l'héritage historique de la révolution islamique, le traumatisme collectif que génère encore aujourd'hui le souvenir de la domination étrangère sur l'Iran, peut conduire à assimiler la révolution islamique à une révolution nationale islamisée et considérer l'arme nucléaire comme le symbole d'un nationalisme extraverti.

2.2 Des ambitions régionales renouvelées.

Géographiquement, la disparition de l'Union Soviétique a ouvert au régime islamique un vaste domaine où son influence a autrefois rayonné. Au début des années 90, la nouvelle configuration régionale créée par le démembrement de l'URSS (trois nouvelles frontières avec l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan) offrait à l'Iran de nouvelles perspectives géopolitiques et devait lui permettre de pleinement tirer profit de sa situation de carrefour géographique. Point de convergence naturel de la région, la situation de l'Iran contraste avec l'enclavement des ex-républiques soviétiques, à commencer par les jeunes Etats d'Asie centrale. Clef du désenclavement de ses voisins, l'Iran pouvait espérer jouer pleinement son rôle de pôle régional de stabilité et de puissance, relançant ainsi sa politique étrangère à un niveau global et mettant un terme à son isolement international en devenant l'élément dynamique de la nouvelle configuration régionale ; incontestablement, l'éclatement de l'URSS avait nourri en Iran l'espoir d'un désenclavement réciproque. Cet espoir est très vite remis en question par la campagne anti-terroriste américaine qui débute après les événements du 11 septembre 2001. Le « grand Satan » vient une nouvelle fois s'opposer aux ambitions politiques iraniennes et accentuer sa menace sur les pays de « l'axe du mal ».

Vers un expansionnisme renoué.

Contrairement à ce qu'espérait la communauté internationale, la réaction de Téhéran a été un durcissement de sa position internationale à la faveur des élections présidentielles iraniennes de juin 2005 ; la perte d'influence des réformateurs et des « conservateurs pragmatiques » a favorisé l'adoption d'une nouvelle approche du dossier nucléaire, plus agressive. Cette politique s'inscrit dans la thématique nationale dont le dossier nucléaire transcende les clivages mais également dans un retour à une volonté de puissance du régime islamique.

Reprenant les thèmes de la Révolution de 1979 et prônant un retour aux fondements de la république islamique de l'ayatollah Khomeiny, il semble que le nouveau président Mahmoud Ahmadinejad renoue avec les ambitions régionales d'antan, en particulier celle de s'assurer le leadership du monde musulman. Le panislamisme est au cœur de l'idéologie révolutionnaire, comme nous l'avons vu précédemment (Cf. I 3.2), le nucléaire militaire son instrument. L'Iran considère son programme nucléaire comme une œuvre nationale qui conditionne son avènement comme pôle régional de puissance. Rejoignant les ambitions du Shah soutenues par Washington de voir l'Iran reconnu comme pôle de stabilité et de puissance, pilier de l'équilibre régional, le régime islamique est entré dans une phase expansionniste dont la sanctuarisation nucléaire est le prélude.

Cette politique expansionniste est certes rendue possible par des facteurs internes au pays mais également grâce à une conjoncture internationale très favorable à l'Iran. L'embellie économique liée à l'envol des prix du pétrole profite à Téhéran et contribue à nourrir chez les négociateurs iraniens du dossier nucléaire un sentiment de confiance rarement observé au cours des 25 années d'existence de la République islamique. De plus, outre la hausse des prix du pétrole, les Etats-Unis, sont débordés et occupés ailleurs ; ils n'ont donc aucun intérêt à s'aliéner l'Iran, proche de la coalition chiite qui domine le nouveau gouvernement de Bagdad. Téhéran sait disposer des moyens de provoquer des troubles au Moyen-Orient chez les alliés de Washington ; « L'Iran est présent en Irak, en Afghanistan, en Palestine. Les occidentaux ont besoin de nous » a déclaré récemment un diplomate iranien. L'Iran entend prendre une place centrale dans la région, s'appuyant sur la position délicate des occidentaux confrontés à une guerre sans fin en Irak, au terrorisme et à une pénurie de pétrole annoncée.

En conclusion, comme le soulignait Nicolas Baverez¹⁶ : « le système géopolitique se trouve écartelé entre la puissance impériale sans rival des Etats-Unis et le renouveau des ambitions régionales libérées du carcan que leur imposait les blocs idéologiques de la guerre froide [...] la course à la sanctuarisation par la détention d'armes de destruction massive » constituant la remise en question de l'ordre établi par les puissances régionales en devenir, au premier rang desquelles la République Islamique d'Iran.

¹⁶ Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Tempus, Paris, 2003

TROISIEME PARTIE : UNE SOCIETE EN PLEINE MUTATION

L'idéologie révolutionnaire islamiste est désormais largement illégitime dans la société, elle est discréditée, l'échec de la révolution au nom de l'islam est patent pour l'écrasante majorité de la population, la société n'est plus islamiste, mais de plus en plus « post islamiste ». Devant l'échec de l'islam politique et la démission de l'Etat de ses responsabilités tant économiques que sociales, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle société dont les aspirations pourraient affaiblir le système hégémonique autoritaire actuellement en place et constituer les germes de profonds changements politiques.

1. Dynamique sociologique, espoir de réformes.

1.1 Les mutations de la société iranienne.

Depuis 1979, la société iranienne a connu de profonds changements qui ne sont pas nécessairement dus à la Révolution mais qui se sont produits, voire accélérés, durant les vingt dernières années. La modernisation de cette société est un élément prioritaire de ces mutations. Comme le relève Olivier Roy¹⁷, « la révolution a accompagné voire accéléré cette modernisation ».

La société iranienne s'est d'abord largement urbanisée. En 1975, sur quelques 33,7 millions d'habitants 47% des Iraniens vivaient dans des villes de plus de 100 000 habitants. Lors du dernier recensement de 1996, sur une population totale de plus de 60 millions, 61% résidaient dans les villes, et Téhéran est passée, en vingt ans, de 4,5 millions à plus de 10 millions d'habitants aujourd'hui. L'urbanisation de la société iranienne est le corollaire d'une expansion démographique exceptionnelle qui voit le pays compter aujourd'hui, par delà les statistiques officielles, près de 70 millions d'habitants contre près de 35 millions en 1979, soit un quasi doublement en un peu plus de vingt-cinq ans. Le résultat est une population majoritairement jeune : les deux tiers des Iraniens ont moins de trente ans et n'ont pas ou peu connu, en tant qu'adultes, la période du Shah ou les débuts de la Révolution ; de fait, la population se sent étrangère aux combats idéologiques et politique de la période révolutionnaire des années 79-80, voire à la guerre Iran-Irak.

¹⁷ Farhad khosrotchavar et Olivier Roy, *Comment sortir d'une révolution islamique*, Seuil, paris, 1999.

Il convient d'ajouter à ces mutations démographiques, le niveau d'éducation élevé dont bénéficie désormais la jeunesse iranienne, le progrès le plus substantiel en ce domaine concernant d'ailleurs les jeunes filles et les femmes. De 1976 à 1996, le taux de scolarisation est passé de 59% à 85% pour les hommes et de 28% à 74% pour les femmes. En créant des écoles et des universités dans des villes moyennes de province, la révolution a permis de rapprocher géographiquement le lieu d'éducation du lieu de résidence, notamment au profit des populations rurales. Ne requérant pas l'« exil » des jeunes vers la capitale, cette démarche a largement incité les familles de culture traditionnelle à envoyer leurs enfants, et notamment leurs filles, à l'université. La société iranienne contemporaine est donc jeune, bien éduquée et majoritairement citadine.

Elle est également devenue plus homogène, en gommant les discriminations antérieures entre hommes et femmes, ou entre villes et campagnes. De ce dernier point de vue, la modernisation des infrastructures (électrification, constructions routières, et autres progrès) a contribué à l'homogénéisation de la société. Dans le cadre de ces mutations, on observe paradoxalement le faible impact de la législation islamique et la preuve qu'une certaine dynamique s'opère en dehors d'elle. Par exemple, si elle prévoit depuis 1980, conformément à la *Shari'a*, un âge minimal légal de 9 ans pour le mariage des femmes, le Shah l'ayant porté de 15 à 18 ans, cette donnée se révèle de plus en plus théorique dans les faits. En réalité, même si des mariages précoces subsistent, ils sont de plus en plus mal acceptés par les féministes iraniennes et l'âge moyen du mariage des femmes augmente régulièrement : il était de 21 ans en 1991 contre 18 ans en 1956, quand celui des hommes, passé de 26 à 24 ans, contribue également à réduire une forme d'inégalité traditionnelle entre hommes et femmes.

1.2 L'émergence de l'individu : individuation de la société.

L'individuation comme processus par lequel l'individu émerge de ses liens originaux est étroitement liée à l'urbanisation croissante de la société iranienne, à la rupture du lien Etat-Société civile et à l'affaiblissement des structures rentières de l'Etat.

De la rupture du lien Etat-Société civile...

Le dysfonctionnement des institutions sociales dans les banlieues spontanément générées par la vague d'urbanisation des années 80 et plus généralement la démission de l'Etat du champ social et économique sont à l'origine du processus d'individualisation de la société iranienne.

Le pouvoir politique s'étant totalement soustrait à la reconnaissance et à la participation de la société civile, il s'est entièrement replié sur une formule de légitimité transcendante, le *vilayat-e fâqih* ou pouvoir du Docte islamique (Cf. I 2.). En position de rentier d'une ressource pratiquement indépendante du fonctionnement général de l'économie, le pétrole, l'Etat se dispense de devoir rendre des comptes à une société qui ne contribue en rien à la création de cette richesse. Beaucoup plus autonome vis-à-vis de la société que celui dont les ressources dépendent beaucoup plus étroitement des impôts et des taxes, l'Etat pétrolier iranien a pu exclure en quelque sorte la société du champ politique. Face à la crise économique et l'inflation importante liées notamment à la chute des recettes pétrolières et au développement démographique très fort dans les années 90, l'Etat islamique fondé sur la rente pétrolière, a donc renoncé depuis cette époque à la maîtrise d'une partie importante de la vie économique et par voie de conséquence de la vie sociale du pays. Désormais, il ne joue plus le rôle de redistributeur de la richesse nationale.

La conséquence immédiate a été, outre le sentiment d'abandon de la société, son appauvrissement. Touchant une majorité de salariés et de chômeurs, cette population a du prendre en charge la résolution de ses problèmes économiques à travers l'organisation d'une économie informelle et d'une pluriactivité en expansion constante, toutes deux échappant à l'emprise de l'Etat. Ainsi, entre 1990 et 1993, le salaire déclaré assurait seulement 33% des revenus d'une famille urbaine. De même, la pluriactivité généralisée affecte la qualité des services rendus à la population ; en particulier, la qualité de l'enseignement baisse forcément lorsque les professeurs sont obligés d'enseigner dans plusieurs établissements ou d'entreprendre des activités sans rapport avec leur formation. Egalement, les diagnostics médicaux sont discutables lorsque les médecins doivent cultiver des pistaches ou investir dans la construction pour assurer leurs revenus... Cette nouvelle donne économique qui a eu pour conséquence l'affaiblissement des structures rentières de l'Etat et de son emprise sur la société contribue très fortement à l'individualisation des citoyens et à l'émergence d'une identité sociale qui ne cesse de se distancier par rapport à l'Etat. L'individu devenu responsable de sa survie s'autonomise vis-à-vis d'une élite dont il ne reconnaît plus la légitimité.

Ainsi, l'affaiblissement de l'emprise de l'Etat renforce la société civile dont les initiatives et la montée en puissance dessinent un nouveau rapport entre l'individu et l'Etat, proche d'une rupture.

... vers l'émergence du nouvel Homo Islamicus.

Face à la démission de l'Etat devant ses responsabilités, le poids de l'obéissance diminue au profit de l'émergence de l'individu dans un processus d'émancipation collective fondée sur des valeurs de bien être. En rupture avec le discours idéologique de l'Etat qui prônait le communautarisme et tentait d'imposer la mainmise de l'Etat sur l'individu, les changements économiques, culturels, sociaux et politiques (échec de l'islam politique) ont affaibli les relations communautaires, et conduit au désenclavement culturel de la population, à la modernisation de ses comportements politiques et démographiques. La modernisation de la société iranienne, le très fort mouvement d'urbanisation qui profite principalement aux classes défavorisées génèrent l'émergence d'un nouvel individu en Iran.

L'individu urbain ne se définit plus par ses liens avec l'Etat ou la communauté, il ne se contente plus de subir son « destin », mais se responsabilise et s'engage dans une action sociale pour revendiquer ses « droits » au sens moderne du terme. Désormais, la notion traditionnelle et religieuse de *haqq*, liée aussi bien à la toute puissance de l'Etat qu'au pouvoir divin, perd de son sens. *L'homo islamicus* développe des intérêts personnels et entame des actions stratégiques pour les réaliser ; les populations nouvellement urbanisées construisent une identité non plus fondée sur les traditions mais sur des valeurs égocentriques. Nous assistons à la fin du repli identitaire, à l'émergence d'une conscience de soi nouvelle, et du désir d'exister comme individu.

2. Femmes et Jeunesse perses, le salut de l'Iran.

Deux mouvements se dessinent en Iran : celui des jeunes (surtout les lycéens et les jeunes universitaires) et celui des femmes (les femmes musulmanes ou celles qui se veulent sécularisées). Tous ces mouvements tendent à remettre en cause l'hégémonie culturelle de l'islam politique en montrant du doigt une alternative où démocratie et religion, tolérance et islam pourraient cohabiter sans l'intervention de la coercition ou de la violence.

2.1 Jeunesse et mondialisation.

Parallèlement au mouvement d'autonomisation de l'individu dû à l'échec de l'Etat dans sa gouvernance sociale et économique du pays, un mouvement de rejet de la société de son isolement politico-culturel s'est mis en place dès la fin de la guerre Iran-Irak ; les revendications s'articulent autour de l'amélioration des conditions de vie et d'un environnement politique et culturel plus ouvert.

La résistance culturelle contre l'isolationnisme et la pensée totalitaire, et les revendications pour une ouverture sur le monde sont principalement menées par la jeunesse qui ne s'identifie pas avec un projet islamiste de société. S'affirmant comme une catégorie sociale à part entière, cette nouvelle génération n'entend pas suivre l'Etat islamique dans sa démarche qui ne conduit qu'à brider sa liberté ; les classes moyennes urbaines se construisent une identité imprégnée de modèles culturels occidentaux. Mais si la jeunesse regarde, en particulier en direction de l'Amérique, son admiration se porte sur une Amérique mondialisée et ne constitue nullement un désir d'américanisation. L'Amérique qu'une majorité écrasante de la jeunesse a en tête est une Amérique idéalisée, connue par la procuration des membres exilés de leur famille et dont souvent on admire le meilleur niveau de vie et la réussite sociale. Le « Rêve américain » de la jeunesse iranienne est le signe que les valeurs de bien être et de liberté de choix se sont substituées aux valeurs d'abnégation et de sacrifice dominantes pendant la guerre. D'ailleurs, la levée du contrôle imposé par l'économie de guerre ayant mis fin à la pénurie de marchandises a rendu possible la consommation de produits non essentiels, y compris occidentaux ; c'est à travers la consommation de ces produits, notamment culturels (l'Iran est le pays musulman qui totalise le plus de connections quotidiennes à Internet) que la population se démarque des islamistes et des valeurs puritaines par nature anti-occidentales. Dans la mesure où la sphère publique reste sous la surveillance de la police des mœurs, la sphère privée constitue le seul espace de liberté où le jeune individu parvient à se construire une identité. La classe moyenne instruite et moderne devient ainsi l'initiatrice de la culture occidentale qu'elle considère comme partie intégrante de son identité. La jeunesse aspire aujourd'hui à faire partie du mouvement global d'échanges culturels et économiques, à vivre la mondialisation.

Dynamique sociologique des nouvelles élites iraniennes.

L'accès à l'enseignement supérieur et à la professionnalisation des jeunes d'origine sociale modeste constitue un héritage des premières années d'existence de la révolution islamique. Nous l'avons vu précédemment la population iranienne est jeune et très largement instruite. La révolution est aujourd'hui vieille d'un quart de siècle, ce qui signifie que le ventre mou des *apparatchiks* recrutés en masse selon l'unique critère de leurs convictions révolutionnaires et au mépris de leurs compétences réelles est vieillissant. Leur départ en retraite désormais proche va libérer un espace considérable pour la jeune génération et faire brutalement évoluer les mentalités. Ce sang neuf est déjà en train de couler dans les veines de la République islamique et ce n'est que le début.

Souvent formés à l'étranger, ils reviennent MBA en poche et promeuvent un discours de modernisation du pays qui sert avant tout leurs intérêts particuliers. Ils sont le terreau d'un néolibéralisme voire d'un ultralibéralisme qui comble du paradoxe se dessine comme le poumon de l'Iran et la clef de son avenir. Le pouvoir conservateur a d'ailleurs compris l'importance et la nécessité de les garder en Iran. Il ne se fait aucune illusion sur le fait qu'après cinq années passées aux Etats-Unis, ce ne sont ni l'idéologie, ni l'Islam mais bien les perspectives de profits individuels qui pèseront dans leur choix. On assiste actuellement en Iran à la confrontation, certainement tôt ou tard conflictuelle, de l'héritage égalitariste de la révolution islamique et du capitalisme sauvage. L'ampleur des investissements du pouvoir conservateur dans l'important réseau des universités *Azad* (libres et payantes), et l'orientation de leurs programmes vers le commerce, est une éclatante démonstration des mutations profondes qui s'annoncent.

2.2 Place des femmes dans la société.

Les femmes qui ont largement participé à la Révolution de 1979, n'ont pas depuis quitté l'espace public. Bien au contraire, au fil des années, elles n'ont cessé de redéfinir leur rôle dans la société iranienne, de revendiquer l'égalité des droits entre hommes et femmes et de contester des lois et des traditions ainsi que leurs interprétations par des autorités politiques et religieuses allant en leur défaveur. Elles se sont désormais constituées en **protagonistes du changement**.

La révolution islamique a eu deux résultats contradictoires pour les femmes : une régression sur le plan juridique et de la vie quotidienne, et une progression sur le plan politique et sociologique. Si dans la sphère publique, les femmes ont en grande partie les mêmes droits que les hommes, elles sont éligibles, votent et ont accès à l'éducation et au travail, elles sont considérées comme des objets dans la sphère privée.

Dans le domaine de la sphère privée, la révolution a immédiatement rendu obligatoire le port du *hidjab* (voile de religieuse ou tchador traditionnel), signe extérieur de domination des femmes, rappelant leur condition d'« impure ». Le contrôle du port du voile est plus ou moins dur en fonction des tendances du régime, il est accompagné de la répression de la mixité (dans les écoles mais aussi dans la rue, où la police peut contrôler qu'un couple est bien uni par des liens familiaux ou matrimoniaux). Sur le plan juridique, fondé sur la *Shari'a*, le nouveau code de la famille comme le code pénal a réduit le droit des femmes (divorce, droits de garde des enfants, autorisation du mari pour travailler, etc.).

A titre d'exemple, « pour se marier, une femme doit avoir l'accord de son père ou en cas de décès de celui-ci, du grand-père ou de l'oncle paternel. Même à 40 ans, aucun mariage n'est possible sans cette autorisation, l'autorité patriarcale est toute puissante ; le père a le droit de vie et de mort sur ses enfants, filles comme garçons »¹⁸.

Les féministes iraniennes se divisent en deux catégories : celles qui luttent de l'intérieur, en montrant par exemple que la Shari'a est mal comprise, ou bien en utilisant les failles (elles peuvent par exemple inclure leurs conditions dans le contrat de mariage, comme l'engagement de renoncer à la polygamie) et les « laïques » qui pensent que le système doit être rejeté. Par exemple, une tradition chiite tombée en désuétude, le mariage temporaire ou *sighe*, permet à des couples illégitimes de se donner une couverture juridique, à condition que la femme soit célibataire.

La tension est d'autant plus forte que le poids des femmes dans la société iranienne, considérable, a été renforcé par les évolutions sociologiques récentes : elles constituent la majorité des étudiants et ont accès au marché du travail ; les femmes iraniennes sont alphabétisées à plus de 80% et leur nombre a fini par dépasser celui des hommes dans la population étudiante. Aujourd'hui, plus de la moitié des 1 500 000 étudiants sont des filles qui ont investi les filières techniques et technologiques, traditionnellement réservées aux hommes. La famille patriarcale est en déclin et la contraception accessible. Sur le plan politique, à part l'exclusion de la fonction présidentielle, les femmes ont les mêmes droits politiques que les hommes, ce qui rend encore plus insupportable la discrimination du statut personnel. On compte aujourd'hui 400 avocates et plus de 200 juges femmes.

S'identifiant à son discours sur la société civile, la liberté d'expression et l'importance du droit face à l'opposition forte de la théocratie conservatrice, les femmes ont pris une part très active à l'élection du président Khatami, lors de l'élan réformateur des années 90 ; malheureusement, la vague de déception qui a suivi son incapacité à réformer le régime a contribué à faire glisser la contestation du champ politique vers le terrain des mœurs et de la vie quotidienne : tenue vestimentaire, sport, loisirs, etc. Malgré tout, la première victoire des réformistes, rupture politique historique de la révolution islamique a permis de poser les femmes et leurs revendications d'égalité comme l'une des clefs de voute du mouvement pour les réformes démocratiques en Iran, un personnage comme Shirin Ebadi (prix Nobel de la paix 2003) en apporte la preuve ; « le mouvement des femmes est chaque jour mieux organisé et plus solidaire.

¹⁸ Entretien de Madame Azadeh Kian-Thiébaud, « *Les femmes sont dans une situation intenable* », université Paris VIII, mars 2005.

Les femmes iraniennes sont suffisamment instruites, elles n'ont pas besoin de chefs. Elles sont unies, courageuses, conscientes et elles continueront de se battre pour l'égalité des droits »¹⁹.

Le contexte politique et historique de l'Iran génère aujourd'hui une dynamique spécifique de la condition féminine ; dans leur démarche de conquête méthodique de l'espace public, les femmes iraniennes sont d'ailleurs soutenues par des religieux modernistes qui cherchent à dissocier la dimension religieuse de l'islam des pratiques sociales, comme le voile, surtout héritées de traditions despotiques patriarcales. A ce titre, certaines femmes ayant fait des études religieuses, ou d'autres en collaboration avec des clercs et intellectuels religieux modernistes qui rejettent une conception obscurantiste de l'islam, ont ainsi initié la réinterprétation des lois et des traditions islamiques mais aussi des versets coraniques²⁰.

La mobilisation des femmes islamiques et laïques contre l'islamisation des lois et pour rétablir la légitimité des femmes dans les institutions politiques, religieuses et juridiques ont abouti à leur autonomisation ainsi qu'à la formation d'une identité sociale féminine. **La question de la femme demeure la pierre angulaire de toute évolution du régime.**

¹⁹ Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix 2003, « *débats entre femmes en terre d'islam* », Le monde diplomatique, avril 2004.

²⁰ Azadeh Kian-Thiébaud, « *L'émergence d'un discours féminin : un enjeu politique* », Les cahiers de l'Orient, spécial femmes en islam, 1997.

CONCLUSION

L'islam politique est en crise, dépassé en tant que forme de mobilisation massive au sein de la société et responsable d'échecs patents dans les domaines économique, politique et diplomatique. L'Iran est désormais dans une posture « post islamiste » signifiant la remise en cause de l'islam politique et d'une révolution religieuse dorénavant illégitime. Le projet politique de la révolution islamique est un échec, victime d'une idéologie qui portait en elle les germes de sa chute. Tocqueville résumait ainsi la faiblesse d'un tel projet : « en voulant étendre leur pouvoir plus loin que les matières religieuses, [les religions] risquent de n'être plus crues en aucune manière »²¹. La religion est aujourd'hui désacralisée, ouvrant une faille à une population jeune en pleine effervescence et désireuse d'investir le champ politique.

L'Iran est au cœur des préoccupations de la communauté internationale, son programme nucléaire opposant le nationalisme extraverti du peuple perse et aux intérêts occidentaux dans la région. Plus globalement, l'Iran détient une des clefs de la stabilité du Proche et Moyen-Orient ; la stabilité ethnique de l'Irak est très sensible à l'influence chiite, le problème palestinien intimement liée aux relations qu'entretient la République Islamique avec Israël et la question énergétique dépendante des importantes ressources en hydrocarbures de l'Iran. Quelles solutions seront apportées à la question iranienne ? L'Iran payera-t-il le prix d'une nouvelle révolution ?

La république iranienne s'éveille, consciente des bouleversements à venir. La convergence des intérêts américains et iraniens devrait mettre fin à leur désamour passionnel ; l'Iran pourrait très rapidement s'imposer comme le pivot de la stratégie régionale américaine. Nul doute que le salut de l'Iran est entre les mains du peuple, acteur souverain de son propre destin. Les Etats-Unis ne s'y sont pas trompés et bousculent l'Iran dans l'espoir que l'onde de choc générée déclenche une onde en retour montant des profondeurs de la société iranienne. Erodée par la religion, la société iranienne en est déjà, en son for intérieur, libérée ; elle pourrait très bien constituer le terreau le plus prometteur pour la laïcité au Moyen-Orient.

²¹ Alexis de Tocqueville, « De la démocratie en Amérique », J-C Lamberti et F. Mélonio, Bouquins, Paris, 1986.

ANNEXE 1

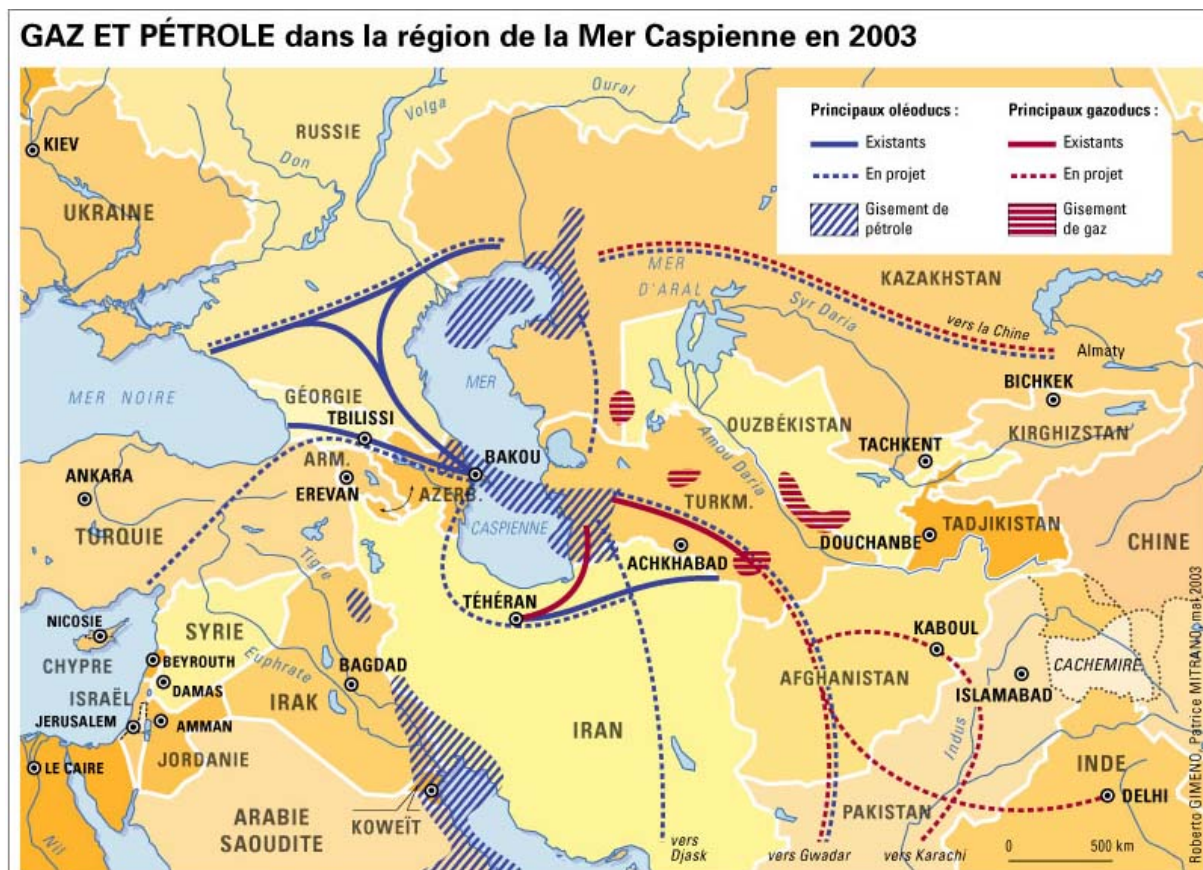
PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE AU MOYEN ORIENT



Source : <http://www.monde-diplomatique.fr>, 2006

ANNEXE 2

RESEAUX D'EVACUATION DES HYDROCARBURES DE LA MER CASPIENNE



Source : <http://www.sciences-po>, 2003

ANNEXE 3

ENVIRONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE L'IRAN



Source : [http:// : www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), 2003

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANCAIS

- DIGARD Jean-Pierre, HOURCADE Bernard et RICHARD Yann, *L'Iran au XXème siècle*, Paris ; éditions Fayard, 1998.
- TELLIER Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Paris ; éditions Ellipses, 2005.
- THUAL François, *Géopolitique du chiisme*, Paris ; éditions Ellipses, 2005.
- THUAL François, *Abrégé géopolitique du Golfe*, Paris ; éditions Ellipses, 1995.
- BAVEREZ Nicolas, *La France qui tombe*, Paris ; éditions Tempus, 2003.
- DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles ; éditions Complexe, 2005.
- KHOSRTCHAVAR Farhad et ROY Olivier, *comment sortir d'une révolution islamique*, Paris ; éditions Seuil, 1999.

ARTICLES DE REVUES EN FRANCAIS

- KIAN-THIEBAUT Azadeh, « L'individu dans le monde, paradoxe de l'Iran islamique », *L'individu en Turquie et en Iran*, CEMOTI, Paris, 2003.
- BUTEL Eric, « L'individu post islamiste en Iran : la nouvelle jeunesse », *L'individu en Turquie et en Iran*, CEMOTI, Paris, 2003.
- KHOSROKHAVAR Farhad, « Le processus d'individuation en Turquie et en Iran », *L'individu en Turquie et en Iran*, CEMOTI, Paris, 2003.
- HOURCADE Bernard, « Le réveil de l'Iran », *Le Monde diplomatique*, février 2004.
- KRISTIANASEN Wendy, « Débats entre femmes en terre d'islam », *Le Monde diplomatique*, avril 2004.
- Rapport d'information du Sénat, « L'Iran en transition », commission dirigée par Monsieur le Sénateur Xavier de Villepin, Commission des affaires étrangères, 2000.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- HADIAN Nasser, *in Iran's nuclear program : context and debates*, extrait de *Iran's bomb*, The Nixon Center ; Washington DC, 2004.
- BUTCHA Wilfried, *Who rules Iran ? The structures of power in the Islamic republic*, The Washington Institute for Near East Policy ; Washington, 2000.
- TEHERAN TIMES, Téhéran, 18 janvier 2005.

TABLE DES MATIERES

. Introduction.	1	
. PREMIERE PARTIE : L'ECHEC DE L'ISLAM POLITIQUE	6	
1. <i>Du lourd bilan économique de la révolution islamique.</i>		6
1.1 Sur le plan des ressources économiques.		7
1.2 Sur le plan structurel, une économie prisonnière de l'Etat.		9
2. <i>Apories politiques de la révolution islamique.</i>		13
2.1 Surpolitisation du religieux.		13
2.2 Répression du clergé traditionnel.		14
3. <i>De l'hostilité régionale à l'échec de sa diplomatie : l'Iran, un pays isolé.</i>		15
3.1 De l'encerclement politique à l'isolement géostratégique.		15
3.2 Echec de la diplomatie panislamique et régionale.		16
. DEUXIEME PARTIE : ENTRE SANCTUARISATION ET AMBITIONS REGIONALES	19	
1. <i>Une dynamique défensive.</i>		19
1.1 Du poids de l'Histoire et des ethnies.		20
1.2 Dissuasion du faible au fort.		21
2. <i>Une aspiration au progrès et une ambition régionale.</i>		23
2.1 Une dynamique nationaliste.		23
2.2 Des ambitions régionales renouvelées.		25
. TROISIEME PARTIE : UNE SOCIETE EN PLEINE MUTATION	27	
1. <i>Dynamique sociologique, espoir de réformes.</i>		27
1.1 Les mutations de la société iranienne.		27
1.2 L'émergence de l'individu : individuation de la société.		28
2. <i>Femmes et Jeunesse perses, le salut de l'Iran.</i>		30
2.1 Jeunesse et mondialisation.		30
2.2 Place des femmes dans la société.		32
. CONCLUSION	35	
. ANNEXE 1	36	
<i>PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE AU MOYEN ORIENT</i>		36
. ANNEXE 2	37	
<i>RESEAUX D'EVACUATION DES HYDROCARBURES DE LA MER CASPIENNE</i>		37
. ANNEXE 3	38	
<i>ENVIRONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE L'IRAN</i>		38
. BIBLIOGRAPHIE	39	
<i>OUVRAGES EN FRANCAIS</i>		39
<i>ARTICLES DE REVUES EN FRANCAIS</i>		39
<i>ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS</i>		39